

Art. 19. Artikel L3133-1, § 1, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven en vervangen als volgt :

« Kennis van dit beroep wordt door de gouverneur gegeven aan het provinciecollege en aan de gemeente binnen de in het eerste lid vastgestelde termijn. »

Art. 20. Volgende afdeling wordt toegevoegd aan hoofdstuk 3 van titel II van Boek I van Deel I van hetzelfde Wetboek :

« *Afdeling 8.* — Secretariaten van de leden van het gemeentecollege

Art. L1123-31. - Elk lid van het gemeentecollege kan bijgestaan worden door een secretariaat. De gemeenteraad regelt de samenstelling en de financiering van de secretariaten, alsook de wijze van aanwerving, het administratief statuut, de bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de secretariaatsmedewerkers. »

Art. 21. Overgangsbepaling.

De beraadslagingen, besluiten, beslissingen en akten die de gemeenten, provincies, intercommunales, autonome gemeente- en provinciebedrijven en de projectverenigingen genomen hebben vóór de inwerkingtreding van voorliggend decreet, blijven vallen onder de wetsbepalingen die terzake golden voor inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking de dertigste dag volgend op bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waalse Parlement 648, (2007-2008), nrs. 1 tot 9.

Volledige bespreking, openbare vergadering van 21 november 2007.

Bespreking - Stemmingen.

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4869

[2007/203603]

25 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71, (CE) n° 2529/2001 et n° 2183/2005, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 552/2007 de la Commission du 22 mai 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 608/2007 de la Commission du 1^{er} juin 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 972/2007 de la Commission du 20 août 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 993/2007 de la Commission du 27 août 2007;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 portant sur la mise en œuvre de la politique agricole commune;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 1^{er}, et 64, § 1^{er}, et 70, § 1^{er}, point a), 2^e tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que la déclaration de superficie et demande d'aides peut être utilisée dans les procédures de gestion et de contrôle dans le cadre d'autres régimes communautaires ou nationaux;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour mettre en place ces nouveaux régimes et verser les aides concernées aux agriculteurs;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les régimes de soutien direct aux revenus des agriculteurs suite à l'intégration des paiements pour le tabac, les produits laitiers ainsi que le soutien en faveur de la betterave sucrière et de la chicorée à inuline qui s'appliquent à dater du 1^{er} janvier 2006, et d'en réglementer les modalités d'application;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 27 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} octobre 2007;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 9^o et 10^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune sont apportées les modifications suivantes :

1^o le point 9^o est remplacé par la disposition suivante : « 9^o "demande de participation" : la demande de participation au régime de paiement unique pour l'année civile concernée »;

2^o le point 10^o est remplacé par la disposition suivante : « 10^o "période de référence" : la période comprenant les années civiles 2000, 2001 et 2002 sauf, d'une part, pour la chicorée utilisée pour la production de sirop d'inuline et la betterave à sucre dont la période de référence comprend respectivement les campagnes 2003-2004 et 2004-2005 et la campagne 2005-2006 et, d'autre part, pour la prime aux produits laitiers dont la période de référence est l'année civile 2006 ».

Art. 2. Au chapitre II du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à la suite de l'article 2, la disposition suivante est ajoutée :

« Art 2bis. § 1^{er}. A compter de l'année civile 2006, l'administration identifie les agriculteurs susceptibles de bénéficier de l'intégration des paiements pour le tabac, les produits laitiers ainsi que du soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline dans le régime de paiement unique et établit de manière provisoire les données de référence visées à l'article 43 du Règlement (CE) n° 1782/2003.

§ 2. Avant le 11 février 2006, l'administration envoie aux agriculteurs identifiés une notification d'attribution provisoire des droits au paiement résultant de l'intégration des paiements du tabac dans le régime de paiement unique.

Celle-ci est accompagnée de la "notice explicative d'attribution des droits au paiement unique relatifs au tabac" ainsi que du formulaire de demande de révision visé à l'article 3bis.

En ce qui concerne l'intégration des paiements pour le tabac, la demande de participation au régime de paiement unique tient lieu de demande d'établissement définitif des droits au paiement unique et est incluse dans l'annexe d'utilisation des droits provisoires de la notification visée au deuxième alinéa du présent article. Celle-ci doit être jointe au formulaire de demande d'aides visé à l'article 9, § 1^{er}, relatif à l'année civile 2006.

§ 3. Avant le 23 mars 2006, l'administration envoie aux agriculteurs identifiés une notification d'attribution provisoire des droits au paiement résultant de l'intégration des paiements relatifs aux produits laitiers dans le régime de paiement unique.

En ce qui concerne l'intégration des paiements pour les produits laitiers, la demande de participation au régime de paiement unique tient lieu de demande d'établissement définitif des droits au paiement unique et est incluse dans l'annexe d'utilisation des droits provisoires de la notification visée au deuxième alinéa du présent article. Celle-ci doit être jointe au formulaire de demande d'aides visé à l'article 9, § 1^{er}, relatif à l'année civile 2006.

§ 4. Avant le 31 mars 2006, l'administration envoie aux agriculteurs identifiés une notification d'attribution provisoire des droits au paiement résultant de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline dans le régime de paiement unique.

Celle-ci est accompagnée de la "notice explicative d'attribution des droits provisoires au paiement unique relatifs au sucre" ainsi que du formulaire de demande de révision visé à l'article 3bis, § 4.

En ce qui concerne l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline dans le régime de paiement unique, la demande de participation au régime de paiement unique tient lieu de demande d'établissement définitif des droits au paiement unique et est incluse dans l'annexe d'utilisation des droits provisoires de la notification visée au deuxième alinéa du présent article. Celle-ci doit être jointe au formulaire de demande d'aides visé à l'article 9, § 1^{er}, relatif à l'année civile 2006. »;

2^o à la suite de l'article 3, la disposition suivante est ajoutée :

« Art. 3bis. § 1^{er}. Dans le cadre de l'intégration des paiements pour le tabac dans le régime de paiement unique, les agriculteurs qui souhaitent une révision de leurs droits provisoires liés aux paiements pour le tabac doivent introduire une demande de révision au moyen du formulaire standardisé de demande de révision des droits provisoires ad-hoc qui accompagne la notification visée à l'article 2bis, § 2, deuxième alinéa. Cette demande doit se fonder sur au moins un des éléments énumérés au paragraphe deux. Ces éléments, ainsi que les conditions requises y afférentes, sont présentés dans la "notice explicative d'attribution des droits au paiement unique relatifs au tabac" qui accompagne la notification visée à l'article 2bis, § 2, deuxième alinéa. Toutes les conditions requises relevant du ou des éléments sur lesquels est fondée la demande de révision doivent être satisfaites.

La demande de révision des droits provisoires doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement.

§ 2. Les éléments pris en considération pour la révision des droits provenant de l'intégration des paiements pour le tabac sont :

- 1° une erreur dans les données de référence qui ont servi à l'établissement des droits relatifs au tabac;
- 2° le début d'activité agricole pendant la période de référence;
- 3° les héritages, les héritages anticipés ou les successions par voie de cession de bail, qu'il s'agisse de reprise, totale ou partielle, d'exploitation entre parents ou alliés tant au premier, deuxième ou troisième degré ou entre conjoints, au cours de la période de référence;
- 4° le changement de statut juridique ou de dénomination, limité au passage d'une personne physique en personne morale ou inversement ou au passage d'une personne physique dans un groupement de personnes physiques ou inversement, au cours de la période de référence;
- 5° la fusion ou la scission d'exploitations au cours de la période de référence;
- 6° les cas reconnus par l'administration comme forces majeures ou circonstances exceptionnelles, survenus en 1999 ou pendant la période de référence :
 - le décès de l'agriculteur ou du conjoint aidant;
 - l'incapacité professionnelle de longue durée de l'agriculteur;
 - la catastrophe naturelle grave;
 - la destruction accidentelle de bâtiment de stockage ou de séchage du tabac;
- 7° les clauses contractuelles privées en cas de transfert de terres par vente ou par location, au cours de la période de référence.

§ 3. Toute demande de révision des droits provisoires doit être adressée à l'administration centrale, à l'adresse visée à l'article 1^{er}, point 20°, sous pli recommandé, au plus tard le 17 février 2006 en ce qui concerne les droits relatifs au tabac, cachet de la poste faisant foi.

Eventuellement, la demande de révision des droits provisoires peut être déposée auprès de la Direction des Services extérieurs compétente ou à l'administration centrale, contre délivrance d'un accusé de réception, au plus tard aux dates fixées au 1^{er} alinéa, à 17 heures.

§ 4. Dans le cadre de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline dans le régime de paiement unique, les agriculteurs qui souhaitent une révision de leurs droits provisoires liés au soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline doivent introduire une demande de révision au moyen du formulaire standardisé de demande de révision des droits provisoires *ad-hoc* qui accompagne la notification visée à l'article 2*bis*, § 4, deuxième alinéa. Cette demande doit se fonder sur au moins un des éléments énumérés au paragraphe cinq. Ces éléments, ainsi que les conditions requises y afférentes, sont présentés dans la "notice explicative d'attribution des droits provisoires au paiement unique relatifs au sucre" qui accompagne la notification visée à l'article 2*bis*, § 4, deuxième alinéa. Toutes les conditions requises relevant du ou des éléments sur lesquels est fondée la demande de révision doivent être satisfaites.

La demande de révision des droits provisoires doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement.

§ 5. Les éléments pris en considération pour la révision des droits provisoires relatifs au soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chicorée à inuline sont :

- 1° une erreur dans les données de référence qui ont servi à l'établissement des droits relatifs au sucre;
- 2° le début d'activité agricole pendant la période de référence;
- 3° les héritages, les héritages anticipés ou les successions par voie de cession de bail, qu'il s'agisse de reprise, totale ou partielle, d'exploitation entre parents ou alliés tant au premier, deuxième ou troisième degré ou entre conjoints, au cours de la période de référence;
- 4° le changement de statut juridique ou de dénomination, limité au passage d'une personne physique en personne morale ou inversement ou au passage d'une personne physique dans un groupement de personnes physiques ou inversement, au cours de la période de référence;
- 5° la fusion ou la scission d'exploitations au cours de la période de référence;
- 6° les cas reconnus par l'administration comme forces majeures ou circonstances exceptionnelles, survenus l'année précédant le début de la période de référence ou pendant la période de référence :
 - le décès de l'agriculteur ou du conjoint aidant;
 - l'incapacité professionnelle de longue durée de l'agriculteur;
- 7° les clauses contractuelles privées en cas de transfert de terres par vente ou par location, au cours de la période de référence.

§ 6. Toute demande de révision des droits provisoires doit être adressée à l'administration centrale, à l'adresse visée à l'article 1^{er}, point 20°, sous pli recommandé, au plus tard le 28 avril 2006 en ce qui concerne les droits relatifs au sucre, cachet de la poste faisant foi. Eventuellement, la demande de révision des droits provisoires peut être déposée auprès de la Direction des Services extérieurs compétente ou à l'administration centrale, contre délivrance d'un accusé de réception, au plus tard aux dates fixées au 1^o alinéa, à 17 heures.

§ 7. Dans le cadre de l'intégration de la prime aux produits laitiers dans le régime de paiement unique, toute demande de révision concernant l'intégration des produits laitiers dans le régime de paiement unique doit être introduite par lettre recommandée, auprès de l'administration, endéans les trente jours à dater de la notification des données de référence prises en compte.

La demande de révision doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement.

§ 8. L'administration est habilitée à apporter toute adaptation nécessaire dans les droits notifiés ou dans les montants de référence.

§ 9. Les conditions de révision des droits provisoires sont fixées par le Ministre. »

Art. 3. L'intitulé du chapitre III du même arrêté est modifié comme suit :

- 1° les mots "ou 2*bis*" sont insérés entre les mots "par l'article 2" et les mots "et les demandes";
- 2° les mots "et les demandes des agriculteurs dans les zones soumises à des programmes de restructuration et/ou de développement visés à l'article 42, § 5, du Règlement (CE) n° 1782/2003" sont insérés après les mots "visée à l'article 42, § 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003".

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est modifié comme suit :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
 - les mots "ou 2*bis*" sont insérés entre les mots "à l'article 2" et les mots "peuvent introduire";
 - le même alinéa est complété par la disposition suivante : "et le 31 mars 2006 dans le cadre de l'article 2*bis*, cachet de la poste faisant foi.";

2° à l'alinéa 2, les mots "le 31 mars 2005" sont remplacés par les mots "le 31 mars de l'année visée à l'alinéa 1^{er}".

Art. 5. L'article 5, § 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

— les mots "à l'article 3," sont remplacés par les mots "aux articles 3 et 3bis";

— le même alinéa est complété par la disposition suivante : « et les agriculteurs dans les zones soumises à des programmes de restructuration et/ou de développement visés à l'article 42, § 5, du Règlement (CE) n° 1782/2003 peuvent requérir l'établissement ou l'adaptation des droits au paiement unique en nombre et/ou en valeur conformément à l'article 7 du Règlement (CE) n° 795/2004. »

2° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

— les mots "Pour les demandes relatives à l'année civile 2005," sont insérés avant les mots "les agriculteurs qui estiment";

— les mots "et § 5" sont insérés entre les mots "à l'article 42, § 4" et les mots "du Règlement (CE) n° 1782/2003.";

3° la disposition suivante est ajoutée en fin de paragraphe :

« Pour les demandes relatives à l'année civile 2006, les agriculteurs qui estiment pouvoir bénéficier de droits au paiement unique conformément au premier alinéa doivent en informer l'administration en complétant le formulaire de demande de droits issus de la réserve nationale. Toute demande d'accès à la réserve nationale 2006 doit être adressée à l'administration centrale, à l'adresse visée à l'article 1^{er}, point 20°, sous pli recommandé, au plus tard le 31 mars 2006, cachet de la poste faisant foi. »

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« A l'égard de l'article 2, les droits définitifs au paiement unique sont établis au plus tard le 31 décembre 2005. A l'égard de l'article 2bis, les droits définitifs au paiement unique sont établis au plus tard le 31 décembre 2006. »

Art. 7. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots "à l'article 3," sont remplacés par les mots "aux articles 3 et 3bis".

Art. 8. A l'article 11, premier tiret, du même arrêté, les mots "en 2005," sont insérés entre les mots "dans le secteur du tabac brut" et "prévue par le Règlement".

Art. 9. L'article 14, premier paragraphe, du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "par l'administration" sont remplacés par les mots "par le Ministre";

2° l'alinéa 2 est complété par la disposition suivante :

« Pour les demandes relatives à l'année civile 2006, cette date limite est le 31 mars 2006. »

3° l'alinéa 4 est complété par la disposition suivante :

« Pour l'année civile 2006, cette réduction s'élève à 4 % par jour ouvrable uniquement en ce qui concerne les montants à intégrer cette année-là au titre du régime de paiement unique à allouer au demandeur. »

Art. 10. A l'article 16, alinéa 2, du même arrêté, les mots "au cours de l'année civile 2005" sont remplacés par les mots "lors de la première année d'application du régime de paiement unique pour le régime d'aides considéré".

Art. 11. A l'article 24, alinéa 2, du même arrêté, les mots "au cours de l'année civile 2005" sont remplacés par les mots "lors de la première année d'application du régime de paiement unique pour le régime d'aides considéré".

Art. 12. L'article 25, 1^{er} § , du même arrêté est modifié comme suit :

1° au tiret 3, les mots "en 2005" sont insérés entre les mots "dans le secteur du tabac brut" et ", prévue par le Règlement";

2° au tiret 4, les mots "au 31 mars des années considérées" sont insérés entre les mots "la quantité individuelle de référence qu'ils détiennent" et "et admissible au bénéfice de la prime".

Art. 13. A l'article 27, 1^{er} alinéa, du même arrêté, les mots "demandant des paiements directs" sont remplacés par les mots "introduisant une ou des demandes d'aides".

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006 à l'exception de l'article 3, 2°, de l'article 5, 1°, deuxième tiret, de l'article 5, 2°, deuxième tiret, et de l'article 10, 1°, qui s'appliquent au 1^{er} janvier 2005.

Art. 15. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 octobre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4869

[2007/203603]

25. OKTOBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71, (EG) Nr. 2529/2001 und Nr. 2183/2005, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 552/2007 der Kommission vom 22. Mai 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 608/2007 der Kommission vom 1. Juni 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 972/2007 der Kommission vom 20. August 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsbestimmungen zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 993/2007 der Kommission vom 27. August 2007;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3 § 1 Punkt 1° zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 über die Durchführung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des am 12. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58 § 1, 64 § 1 und 70, § 1 Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass die Flächen- und Beihilfeantragserklärung in den Verwaltungs- und Prüfverfahren im Rahmen von anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen verwendet werden kann;

In der Erwägung, dass Geldstrafen vorgesehen sind im Falle der Nichteinhaltung der von den Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen und für die Zahlung der entsprechenden Beihilfen an die Landwirte;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Direktstützungsregelungen zugunsten der Landwirte, die infolge der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak, die Milcherzeugnisse sowie der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie ab dem 1. Januar 2006 anwendbar sind, festzulegen, um deren Durchführungsbestimmungen zu regeln;

Aufgrund der am 27. September 2005 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 1. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 9° und 10° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 9° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: «9° "Antrag auf Teilnahme": der Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung für das betroffene Kalenderjahr »;

2° Punkt 10° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: «10° "Bezugszeitraum": der Zeitraum, der die Kalenderjahre 2000, 2001 und 2002 umfasst, außer einerseits für die im Rahmen der Erzeugung von Inulinsirup verwendeten Zichorie und die Zuckerrübe, deren Bezugszeitraum die Wirtschaftsjahre 2003-2004 und 2004-2005 bzw. das Wirtschaftsjahr 2005-2006 umfasst und andererseits für die Prämie für Milcherzeugnisse, deren Bezugszeitraum das Kalenderjahr 2006 ist».

Art. 2 - In Kapitel II desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° nach Artikel 2 wird folgende Bestimmung hinzugefügt:

«Art. 2bis - § 1 - Ab dem Kalenderjahr 2006 identifiziert die Verwaltung die Landwirte, die ggf. die Eingliederung der Zahlungen für den Tabak, die Milcherzeugnisse sowie der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie in die Betriebsprämienregelung in Anspruch nehmen können und legt die in Artikel 43 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnten Referenzbeträge vorläufig fest.

§ 2 - Vor dem 11. Februar 2006 übermittelt die Verwaltung den identifizierten Landwirten eine Mitteilung über die vorläufige Zuteilung der Ansprüche auf die Prämie, die sich aus der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak in die Betriebsprämienregelung ergibt.

Dieser werden die "Erläuterungen über die Zuteilung von vorläufigen Ansprüchen auf die Betriebsprämie betreffend den Tabak" sowie das in Artikel 3bis erwähnte Formular zur Beantragung einer Revision beigefügt.

Was die Eingliederung der Zahlungen für den Tabak betrifft, gilt der Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung als Antrag auf endgültige Festlegung der Ansprüche auf die Betriebsprämie und wird dieser in die Anlage der Verwendung der vorläufigen Ansprüche der im zweiten Absatz des vorliegenden Artikels erwähnten Mitteilung eingegliedert. Dieser muss dem in Artikel 9 § 1 erwähnten Formular zur Beantragung von Beihilfen über das Kalenderjahr 2006 beigefügt werden.

§ 3 - Vor dem 23. März 2006 übermittelt die Verwaltung den identifizierten Landwirten eine Mitteilung über die vorläufige Zuteilung der Ansprüche auf die Prämie, die sich aus der Eingliederung der Zahlungen über die Milcherzeugnisse in die Betriebsprämienregelung ergibt.

Was die Eingliederung der Zahlungen für die Milcherzeugnisse betrifft, gilt der Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung als Antrag auf endgültige Festlegung der Ansprüche auf die Betriebsprämie und wird dieser in die Anlage der Verwendung der vorläufigen Ansprüche der im zweiten Absatz des vorliegenden Artikels erwähnten Mitteilung eingegliedert. Dieser muss dem in Artikel 9 § 1 erwähnten Formular zur Beantragung von Beihilfen über das Kalenderjahr 2006 beigefügt werden.

§ 4 - Vor dem 31. März 2006 übermittelt die Verwaltung den identifizierten Landwirten eine Mitteilung über die vorläufige Zuteilung der Ansprüche auf die Prämie, die sich aus der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie in die Betriebsprämienregelung ergibt.

Dieser werden die "Erläuterungen über die Zuteilung von vorläufigen Ansprüchen auf die Betriebsprämie betreffend den Zucker" sowie das in Artikel 3*bis*, § 4 erwähnte Formular zur Beantragung einer Revision beigefügt.

Was die Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie in die Betriebsprämienregelung betrifft, gilt der Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung als Antrag auf endgültige Festlegung der Ansprüche auf die Betriebsprämie und wird dieser in die Anlage der Verwendung der vorläufigen Ansprüche der im zweiten Absatz des vorliegenden Artikels erwähnten Mitteilung eingegliedert. Dieser muss dem in Artikel 9, § 1 erwähnten Formular zur Beantragung von Beihilfen über das Kalenderjahr 2006 beigefügt werden.»;

2° nach Artikel 3 wird folgende Bestimmung hinzugefügt:

«Art. 3*bis* - § 1 - Im Rahmen der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak in die Betriebsprämienregelung müssen die Landwirte, die eine Revision ihrer vorläufigen mit den Zahlungen für den Tabak verbundenen Ansprüche möchten, einen Antrag auf Revision anhand des entsprechenden standardisierten Formulars zur Beantragung einer Revision der vorläufigen Ansprüche, das der in Artikel 2*bis*, § 2 Absatz 2 erwähnten Mitteilung beigefügt ist, einreichen. Dieser Antrag muss sich auf zumindest eines der im zweiten Paragraphen aufgelisteten Elemente stützen. Diese Elemente sowie die entsprechenden Voraussetzungen werden in den "Erläuterungen über die Zuteilung von vorläufigen Ansprüchen auf die Betriebsprämie betreffend den Tabak" dargestellt, die der in Artikel 2*bis*, § 2 2. Absatz erwähnten Mitteilung beigefügt werden. Alle Voraussetzungen in Bezug auf das oder die Elemente, auf die der Antrag auf Revision gestützt wird, müssen erfüllt sein.

Dem Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche müssen die für dessen Bearbeitung notwendigen Beweisstücke beigefügt werden.

§ 2 - Die Elemente, die für die Revision der aus der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak stammenden Ansprüche berücksichtigt werden, sind:

1° ein Fehler bei der Angabe von Referenzen, die der Festlegung der Ansprüche betreffend den Tabak als Grundlage gedient haben;

2° der Beginn der landwirtschaftlichen Tätigkeit während des Bezugszeitraums;

3° die Vererbung, vorweggenommene Erbfolge oder Rechtsnachfolge im Rahmen der Übertragung eines Pachtvertrags, ob es sich um eine vollständige oder teilweise Übernahme des Betriebs zwischen Verwandten oder angeheirateten Verwandten im ersten, zweiten oder dritten Grad oder zwischen Ehepartnern handelt, im Laufe des Bezugszeitraums;

4° die Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung, beschränkt auf die Änderung einer natürlichen Person in eine juristische Person oder umgekehrt oder auf die Änderung einer natürlichen Person in einen Zusammenschluss von natürlichen Personen oder umgekehrt, im Laufe des Bezugszeitraums;

5° der Zusammenschluss oder die Aufteilung von Betrieben im Laufe des Bezugszeitraums;

6° die Fälle, die von der Verwaltung als Fälle höherer Gewalt oder Härtefälle anerkannt werden, die sich im Jahre 1999 oder während des Bezugszeitraums ereignet haben:

— der Tod des Landwirts oder seines mithelfenden Ehepartners;

— die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Landwirts;

— eine schwerwiegende Naturkatastrophe;

— die unfallbedingte Zerstörung von Gebäuden für die Lagerung und das Trocknen des Tabaks;

7° Private Vertragsklauseln im Falle einer Übertragung von Ländereien durch Verkauf oder Verpachtung im Laufe des Bezugszeitraums.

§ 3 - Jeder Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche muss spätestens zum 17. Februar 2006, was die Ansprüche betreffend den Tabak betrifft, per Einschreiben an die Zentralverwaltung (deren Anschrift in Artikel 1 Punkt 20° angegeben ist) gerichtet werden, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist.

Gegebenenfalls kann der Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche spätestens an den im ersten Absatz festgelegten Daten um 17 Uhr bei der zuständigen Direktion der Außendienste oder bei der Zentralverwaltung gegen Abgabe einer Empfangsbestätigung abgegeben werden.

§ 4 - Im Rahmen der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie in die Betriebsprämienregelung müssen die Landwirte, die eine Revision ihrer vorläufigen mit der Unterstützung der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie verbundenen Ansprüche möchten, einen Antrag auf Revision anhand des entsprechenden standardisierten Formulars zur Beantragung einer Revision der vorläufigen Ansprüche, das der in Artikel 2*bis*, § 4 Absatz 2 erwähnten Mitteilung beigefügt ist, einreichen. Dieser Antrag muss sich auf zumindest eines der im fünften Paragraphen aufgelisteten Elemente stützen. Diese Elemente sowie die entsprechenden Voraussetzungen werden in den "Erläuterungen über die Zuteilung von vorläufigen Ansprüchen auf die Betriebsprämie betreffend den Zucker" dargestellt, die der in Artikel 2*bis* § 4, 2. Absatz erwähnten Mitteilung beigefügt werden. Alle Voraussetzungen in Bezug auf das oder die Elemente, auf die der Antrag auf Revision gestützt wird, müssen erfüllt sein.

Dem Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche müssen die für dessen Bearbeitung notwendigen Beweisstücke beigefügt werden.

§ 5 - Die Elemente, die für die Revision der vorläufigen Ansprüche betreffend die Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie berücksichtigt werden, sind:

1° ein Fehler bei der Angabe von Referenzen, die der Festlegung der Ansprüche betreffend den Zucker als Grundlage gedient haben;

2° der Beginn der landwirtschaftlichen Tätigkeit während des Bezugszeitraums;

3° die Vererbung, vorweggenommene Erbfolge oder Rechtsnachfolge im Rahmen der Übertragung eines Pachtvertrags, ob es sich um eine vollständige oder teilweise Übernahme des Betriebs zwischen Verwandten oder angeheirateten Verwandten im ersten, zweiten oder dritten Grad oder zwischen Ehepartnern handelt, im Laufe des Bezugszeitraums;

4° die Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung, beschränkt auf die Änderung einer natürlichen Person in eine juristische Person oder umgekehrt oder auf die Änderung einer natürlichen Person in einen Zusammenschluss von natürlichen Personen oder umgekehrt, im Laufe des Bezugszeitraums;

5° der Zusammenschluss oder die Aufteilung von Betrieben im Laufe des Bezugszeitraums;

6° die Fälle, die von der Verwaltung als Fälle höherer Gewalt oder Härtefälle anerkannt werden, die sich während des Jahres vor dem Anfang des Bezugszeitraums oder während des Bezugszeitraums ereignet haben;

- der Tod des Landwirts oder seines mithelfenden Ehepartners;
- die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Landwirts;

7° Private Vertragsklauseln im Falle einer Übertragung von Ländereien durch Verkauf oder Verpachtung im Laufe des Bezugszeitraums.

§ 6 - Jeder Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche muss spätestens zum 28. April 2006, was die Ansprüche betreffend den Zucker betrifft, per Einschreiben an die Zentralverwaltung (deren Anschrift in Artikel 1 Punkt 20° angegeben ist) gerichtet werden, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist. Gegebenenfalls kann der Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche spätestens an den im ersten Absatz festgelegten Daten um 17 Uhr bei der zuständigen Direktion der Außendienste oder bei der Zentralverwaltung gegen Abgabe einer Empfangsbestätigung abgegeben werden.

§ 7 - Im Rahmen der Eingliederung der Prämie für Milcherzeugnisse in die Betriebsprämienregelung muss jeder Antrag auf Revision betreffend die Eingliederung der Milcherzeugnisse in die Betriebsprämienregelung innerhalb von dreißig Tagen ab der Mitteilung der in Betracht genommenen Referenzangaben bei der Verwaltung eingereicht werden.

Dem Antrag auf Revision müssen die für dessen Bearbeitung notwendigen Beweisstücke beigelegt werden.

§ 8_) Die Verwaltung ist dazu ermächtigt, die notwendigen Anpassungen in den mitgeteilten Ansprüchen oder Referenzbeträgen zu tätigen.

§ 9 - Die Bedingungen für die Revision der vorläufigen Ansprüche werden vom Minister festgelegt.»

Art. 3 - Die Überschrift von Kapitel III desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "oder 2bis" werden zwischen die Wörter "Artikel 2" und die Wörter "gedeckt sind" eingefügt;

2° die Wörter "und die Anträge der Landwirte, deren Betrieb in Zonen liegt, in denen Umstrukturierungs- oder Entwicklungsprogramme im Sinne von Artikel 42 § 5 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 durchgeführt werden" werden nach den Wörtern "Artikel 42 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 befinden" eingefügt.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Punkt 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

— die Wörter "oder 2bis" werden zwischen die Wörter "Artikel 2" und die Wörter "identifiziert worden sind" eingefügt;

— derselbe Absatz wird wie folgt abgeändert: die Wörter "und zum 31. März 2006 im Rahmen von Artikel 2bis" werden zwischen die Wörter "zum 31. März 2005" und die Wörter "per Einschreiben" eingefügt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "zum 31. März 2005" durch die Wörter "zum 31. März des in Absatz 1 erwähnten Jahres" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 5 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° im ersten Absatz werden folgende Abänderungen vorgenommen:

— die Wörter "in Artikel 3" wird durch die Wörter "in den Artikeln 3 und 3bis" ersetzt;

— derselbe Absatz wird durch die folgende Bestimmung ergänzt: "und können die Landwirte, deren Betrieb in Zonen liegt, in denen Umstrukturierungs- oder Entwicklungsprogramme im Sinne von Artikel 42 § 5 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 durchgeführt werden, die Festlegung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie anfordern, was die Anzahl und/oder den Wert der Zahlungsansprüche angeht, in Übereinstimmung mit Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004."

2° in Absatz 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

— die Wörter "Die Landwirte, die davon ausgehen, dass sie nach Absatz 1 zu Ansprüchen auf die Betriebsprämie berechtigt sind, müssen dies der Verwaltung mitteilen" werden durch die folgenden Wörter ersetzt: "Für die Anträge betreffend das Kalenderjahr 2005 müssen die Landwirte, die davon ausgehen, dass sie nach Absatz 1 zu Ansprüchen auf die Betriebsprämie berechtigt sind, dies der Verwaltung mitteilen".

— die Wörter "und § 5" werden zwischen die Wörter "in Artikel 42 § 4" und die Wörter "der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003" eingefügt. ";

3° die folgende Bestimmung wird am Ende des Paragraphen hinzugefügt:

«Für die Anträge betreffend das Kalenderjahr 2006 müssen die Landwirte, die davon ausgehen, dass sie nach Absatz 1 zu Ansprüchen auf die Betriebsprämie berechtigt sind, dies der Verwaltung mitteilen, indem sie das Formular zur Beantragung von Rechten aus der nationalen Reserve ausfüllen.» Jeglicher Antrag auf Zugang zu der nationalen Reserve 2006 muss spätestens zum 31. März 2006 per Einschreiben an die Zentralverwaltung (deren Anschrift in Artikel 1 Punkt 20° angegeben ist) gerichtet werden, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist.»

Art. 6 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Was Artikel 2 betrifft, werden die endgültigen Ansprüche auf die Betriebsprämie spätestens zum 31. Dezember 2005 festgelegt. Was Artikel 2bis betrifft, werden die endgültigen Ansprüche auf die Betriebsprämie spätestens zum 31. Dezember 2006 festgelegt.»

Art. 7 - In Artikel 9 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "in Artikel 3" durch die Wörter "in den Artikeln 3 und 3bis" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 11, erster Strich desselben Erlasses werden die Wörter "im Jahre 2005" zwischen die Wörter "im Bereich des Rohtabaks" und die Wörter "gewährt werden" eingefügt.

Art. 9 - Artikel 14 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° im ersten Absatz werden die Wörter "von der Verwaltung" durch die Wörter "vom Minister" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Für die Anträge betreffend das Kalenderjahr 2006 ist dieses äußerste Datum der 31. März 2006.»

3° Absatz 4 wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Für das Kalenderjahr 2006 beläuft sich diese Kürzung jedoch auf 4% pro Werktag, was die Beträge angeht, die in jenem Jahr als einheitliche Betriebsprämie, die dem Antragsteller zu gewähren ist, eingegliedert werden.»

Art. 10 - In Artikel 16 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "während des Kalenderjahres 2005" durch die Wörter "während des ersten Jahres der Anwendung der Betriebsprämienregelung für die betroffene Beihilferegulation" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 24 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "während des Kalenderjahres 2005" durch die Wörter "während des ersten Jahres der Anwendung der Betriebsprämienregelung für die betroffene Beihilfe-regelung" ersetzt.

Art. 12 - Artikel 25 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° im dritten Strich werden die Wörter "im Jahre 2005" zwischen die Wörter "im Bereich des Rohtabaks" und die Wörter "gewährt werden" eingegliedert;

2° im vierten Strich werden die Wörter "am 31. März der betroffenen Jahre" zwischen die Wörter "Referenzmenge, über die sie" und das Wort "verfügen" eingegliedert.

Art. 13 - In Artikel 27 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "der Direktzahlungen beantragt" durch die Wörter "der einen Antrag bzw. Anträge auf Beihilfen einreicht" ersetzt.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam, mit Ausnahme des Artikels 3 2°, des Artikels 5 1° 2. Strich, des Artikels 5 2° 2. Strich und des Artikels 10 1° die am 1. Januar 2005 wirksam werden.

Art. 15 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4869

[2007/203603]

25 OKTOBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71, (EG) nr. 2529/2001 en nr. 2183/2005, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 552/2007 van de Commissie van 22 mei 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 608/2007 van de Commissie van 1 juni 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 972/2007 van de Commissie van 20 augustus 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 993/2007 van de Commissie van 27 augustus 2007;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de uitvoering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van de artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2e streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de oppervlakteaangifte en het steunaanvraagformulier gebruikt kunnen worden in de beheers- en controleprocedures in het kader van andere communautaire of nationale regelingen;

Overwegende dat straffen voorzien zijn bij niet-naleving van de bij de Europese regelgeving opgelegde termijnen om die nieuwe stelsels toe te passen en om de betrokken steun te storten aan landbouwers;

Overwegende dat de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening voor het landbouwersinkomen na de opnemings van de betalingen voor tabak, zuivelproducten en steun voor de suikerbiet en inulinechicorei die uitwerking hebben vanaf 1 januari 2006, vastgesteld moeten worden en dat de toepassingsmodaliteiten daarvan geregeld moeten worden;

Gelet op het overleg van 27 september 2005 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 januari 2007;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 9° en 10°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 9° wordt vervangen door volgende bepaling : « 9° "aanvraag voor deelname" : de aanvraag voor deelname in de bedrijfstoelageregeling voor het betrokken kalenderjaar »;

2° punt 10° wordt vervangen door volgende bepaling : « 10° "referentieperiode" : de periode die de kalenderjaren 2000, 2001 en 2002 omvat, behalve enerzijds voor de chicorei die gebruikt wordt voor de productie van inulinestroop en voor de suikerbiet waarvan de referentieperiode respectievelijk de seizoenen 2003-2004 en 2004-2005 en het seizoen 2005-2006 omvat en anderzijds voor de premie voor zuivelproducten waarvan de referentieperiode het kalenderjaar 2006 is. »

Art. 2. In hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° na artikel 2 wordt volgende bepaling toegevoegd :

« Art. 2bis. § 1. Vanaf het kalenderjaar 2006 gaat het bestuur over tot de identificatie van de landbouwers die in de bedrijfstoelageregeling in aanmerking zouden kunnen komen voor de opnemings van de betalingen voor tabak, zuivelproducten en steun voor suikerbiet en inulinechicorei en tot de voorlopige vaststelling van de in artikel 43 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 bedoelde referentiegegevens.

§ 2. Vóór 11 februari 2006 richt het bestuur aan de geïdentificeerde landbouwers een kennisgeving van voorlopige toekenning van de toelagerechten voortvloeiend uit de betalingen van tabak in de bedrijfstoelageregeling.

Bij die kennisgeving worden gevoegd : de "toelichtingsnota voor de toekenning van de toelagerechten voor tabak" en het formulier voor de aanvraag van de herziening bedoeld in artikel 3bis.

Wat betreft de opnemings van de betalingen voor tabak, geldt de aanvraag om deelname aan de bedrijfstoelageregeling als aanvraag om definitieve vaststelling van de toelagerechten en is vervat in de bijlage voor het gebruik van de voorlopige rechten van de toekenning bedoeld in het tweede lid van dit artikel. Die kennisgeving moet gevoegd worden bij het steunaanvraagformulier bedoeld in artikel 9, § 1, met betrekking tot het kalenderjaar 2006.

§ 3. Vóór 23 maart 2006 richt het bestuur aan de geïdentificeerde landbouwers een kennisgeving van voorlopige toekenning van de toelagerechten voortvloeiend uit de opnemings van de betalingen betreffende de zuivelproducten in de bedrijfstoelageregeling.

Wat betreft de opnemings van de betalingen voor zuivelproducten, geldt de aanvraag om deelname aan de bedrijfstoelageregeling als aanvraag om definitieve vaststelling van de toelagerechten en is vervat in de bijlage voor het gebruik van de voorlopige rechten van de toekenning bedoeld in het tweede lid van dit artikel. Die kennisgeving moet gevoegd worden bij het steunaanvraagformulier bedoeld in artikel 9, § 1, met betrekking tot het kalenderjaar 2006.

§ 4. Vóór 31 maart 2006 richt het bestuur aan de geïdentificeerde landbouwers een kennisgeving van voorlopige toekenning van de toelagerechten voortvloeiend uit de opnemings van steun aan de suikerbiet en de inulinechicorei in de bedrijfstoelageregeling.

Bij die kennisgeving worden gevoegd : de "toelichtingsnota voor de toekenning van de voorlopige toelagerechten met betrekking tot suiker" en het formulier voor de aanvraag van de herziening bedoeld in artikel 3bis, § 4.

Wat betreft de opnemings van de steun voor suikerbiet en inulinechicorei in de bedrijfstoelageregeling, geldt de aanvraag om deelname aan de bedrijfstoelageregeling als aanvraag om definitieve vaststelling van de toelagerechten en is vervat in de bijlage voor het gebruik van de voorlopige rechten van de toekenning bedoeld in het tweede lid van dit artikel. Die kennisgeving moet gevoegd worden bij het steunaanvraagformulier bedoeld in artikel 9, § 1, met betrekking tot het kalenderjaar 2006. »;

2° na artikel 3 wordt volgende bepaling toegevoegd :

« Art. 3bis. § 1. In het kader van de opnemings van de betalingen voor tabak in de bedrijfstoelageregeling moeten de landbouwers die een herziening van hun voorlopige toelagerechten voor tabak aanvragen, een aanvraag om herziening indienen d.m.v. het "standaardformulier van aanvraag om herziening van de voorlopige rechten", dat gevoegd is bij de kennisgeving bedoeld in artikel 2bis, § 2, lid 2. Die aanvraag moet gegrond zijn op ten minste één van de in § 2 vermelde elementen. Die elementen en de daarbij horende vereiste voorwaarden worden uiteengezet in de "toelichtingsnota voor de toekenning van de toelagerechten voor tabak" die gevoegd wordt bij de kennisgeving bedoeld in artikel 2bis, § 2, lid 2. Aan alle vereiste voorwaarden die vallen onder het (de) element(en) waarop de aanvraag om herziening gegrond is, moet voldaan worden.

Bij de aanvraag om herziening van de voorlopige toelagerechten moeten de voor haar behandeling noodzakelijke bewijsstukken worden gevoegd.

§ 2. De elementen die in aanmerking worden genomen voor de herziening van de rechten uit de opnemings van de betalingen voor tabak zijn :

1° een fout in de referentiegegevens die dienden voor de vaststelling van de rechten met betrekking tot tabak;

2° de aanvang van de landbouwactiviteit tijdens de referentieperiode;

3° de erfenissen, vervroegde erfenissen of erfopvolgingen bij wege van huuroverdracht, ongeacht of het een gehele of een gedeeltelijke bedrijfsopname tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten tijdens de referentieperiode betreft;

4° de verandering van rechtsstatuut of benaming, beperkt tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een rechtspersoon of omgekeerd of tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een groepering van natuurlijke personen of omgekeerd tijdens de referentieperiode;

5° de fusie of splitsing van bedrijven tijdens de referentieperiode;

6° de gevallen die door het bestuur erkend zijn als overmacht of buitengewone omstandigheid, die zich hebben voorgedaan in 1999 of tijdens de referentieperiode :

— het overlijden van de landbouwer of van de meewerkend echtgenoot(-genote);

— de langdurige beroepsbekwaamheid van de landbouwer;

— de ernstige natuurramp;

— de vernietiging door ongeval van een gebouw voor de opslag of droging van tabak;

7° de particuliere contractuele clausules in geval van grondoverdracht bij wege van verkoop of huuroverdracht tijdens de referentieperiode.

§ 3. Elke aanvraag om herziening van de voorlopige rechten moet voor de toeslagrechten voor tabak uiterlijk 17 februari 2006, waarbij de poststempel als bewijs geldt, bij aangetekend schrijven gezonden worden aan het centrale bestuur op het in artikel 1, punt 20°, bedoelde adres.

De aanvraag om herziening van de voorlopige rechten kan eventueel worden ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten of bij het centrale bestuur tegen ontvangstbewijs, uiterlijk op de in lid 1 vastgestelde data, om 17 uur.

§ 4. In het kader van de opneming van de steun aan suikerbiet en inulinechicorei in de bedrijfstoelageregeling moeten de landbouwers die een herziening wensen van hun voorlopige rechten in verband met steun aan suikerbiet en inulinechicorei een aanvraag om herziening indienen middels het standaardformulier voor de aanvraag om herziening van de voorlopige rechten dat gevoegd wordt bij de kennisgeving bedoeld in artikel 2bis, § 4, lid 2. Die aanvraag moet gegrond zijn op ten minste één van de in § 5 vermelde elementen. Die elementen en de daarbij horende vereiste voorwaarden worden uiteengezet in de "toelichtingsnota voor de toekenning van de toeslagrechten voor suiker" die gevoegd wordt bij de kennisgeving bedoeld in artikel 2bis, § 4, lid 2. Aan alle vereiste voorwaarden die vallen onder het (de) element(en) waarop de aanvraag om herziening gegrond is, moet voldaan worden.

Bij de aanvraag om herziening van de voorlopige toeslagrechten moeten de voor haar behandeling noodzakelijke bewijsstukken worden gevoegd.

§ 5. De elementen die in aanmerking genomen worden voor de herziening van de voorlopige rechten voor suikerbiet en inulinechicorei zijn :

1° een fout in de referentiegegevens die dienden voor de vaststelling van de rechten met betrekking tot suiker;

2° de aanvang van de landbouwactiviteit tijdens de referentieperiode;

3° de erfenissen, vervroegde erfenissen of erfopvolgingen bij wege van huuroverdracht, ongeacht of het een gehele of een gedeeltelijke bedrijfsovername tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten tijdens de referentieperiode betreft;

4° de verandering van rechtsstatuut of benaming, beperkt tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een rechtspersoon of omgekeerd of tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een groepering van natuurlijke personen of omgekeerd tijdens de referentieperiode;

5° de fusie of splitsing van bedrijven tijdens de referentieperiode;

6° de gevallen die door het bestuur erkend zijn als overmacht of buitengewone omstandigheid, die zich hebben voorgedaan in het jaar voor de aanvang van de referentieperiode of tijdens de referentieperiode :

— het overlijden van de landbouwer of van de meewerkend echtgenoot (-genote);

— de langdurige beroepsbekwaamheid van de landbouwer;

7° de particuliere contractuele clausules in geval van grondoverdracht bij wege van verkoop of huuroverdracht tijdens de referentieperiode.

§ 6. Elke aanvraag om herziening van de voorlopige rechten moet voor de toeslagrechten voor suiker uiterlijk 28 april 2006, waarbij de poststempel als bewijs geldt, bij aangetekend schrijven gezonden worden aan het centrale bestuur op het in artikel 1, punt 20°, bedoelde adres. De aanvraag om herziening van de voorlopige rechten kan eventueel worden ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten of bij het centrale bestuur tegen ontvangstbewijs, uiterlijk op de in lid 1 vastgestelde data, om 17 uur.

§ 7. In het kader van de opneming van de premie voor zuivelproducten in de bedrijfstoelageregeling moet elke aanvraag om herziening betreffende de opneming van zuivelproducten in de bedrijfstoelageregeling per aangetekend schrijven worden ingediend bij het bestuur binnen dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van de in aanmerking genomen referentiegegevens.

Bij de aanvraag om herziening moeten de voor haar behandeling noodzakelijke bewijsstukken gevoegd worden.

§ 8. Het bestuur wordt ertoe gemachtigd om elke nodige aanpassing aan te brengen in de betekende rechten of in de referentiebedragen.

§ 9. De voorwaarden voor de herziening van de voorlopige rechten worden bepaald door de Minister. »

Art. 3. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "of 2bis" worden ingevoegd tussen de woorden "bij artikel 2" en de woorden "en de aanvragen";

2° de woorden "en de aanvragen van de landbouwers in de gebieden onderworpen aan herstructurerings- en/of ontwikkelingsprogramma's bedoeld in artikel 42, § 5, van Verordening (EG) nr. 1782/2003" worden ingevoegd na de woorden "bijzondere situatie".

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in lid 1 worden volgende wijzigingen aangebracht

— 1° de woorden "of 2bis" worden ingevoegd tussen de woorden "in artikel 2" en het woord "kunnen";

— hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende bepaling : en 31 maart 2006 in het kader van artikel 2bis, waarbij de poststempel als bewijs geldt. »;

2° in lid 2 worden de woorden "31 maart 2005" vervangen door de woorden "31 maart van het jaar bedoeld in lid 1".

Art. 5. Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in lid 1 worden volgende wijzigingen aangebracht

— 1° de woorden "in artikel 3" worden vervangen door de woorden "in de artikelen 3 en 3bis";

— hetzelfde lid wordt aangevuld met volgende bepaling : "en kunnen de landbouwers die zich in een bijzondere toestand bevinden zoals bedoeld in artikel 42, § 5, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 de vaststelling of de aanpassing van de rechten op de bedrijfstoelageregeling in aantal en/of waarden vereisen overeenkomstig artikel 7 van Verordening (EG) nr. 795/2004. »;

2° in lid 3 worden volgende wijzigingen aangebracht :

— de woorden "voor de aanvragen met betrekking tot het kalenderjaar 2005" worden ingevoegd tussen het woord "daar" en het woord "op";

— 5 de woorden "en § 5" worden ingevoegd tussen de woorden "in artikel 42, § 4" en de woorden "van Verordening (EG) nr. 1782/2003";

3° volgende bepaling wordt toegevoegd aan het einde van de paragraaf :

« Voor de aanvragen met betrekking tot het kalenderjaar 2006 moeten de landbouwers die van oordeel zijn dat ze in aanmerking komen voor de rechten op de bedrijfstoelageregeling overeenkomstig lid 1 het bestuur daarvan op de hoogte brengen door het aanvraagformulier in te vullen voor de rechten uit de nationale reserve. Elke aanvraag tot toegang tot de nationale reserve 2006 moet uiterlijk 31 maart 2006, waarbij de poststempel als bewijs geldt, bij aangetekend schrijven gezonden worden aan het centrale bestuur op het in artikel 1, punt 20°, bedoelde adres. »

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Ten opzichte van artikel 2 worden de definitieve toeslagrechten vastgesteld uiterlijk 31 december 2005. Ten opzichte van artikel 2bis worden de definitieve toeslagrechten vastgesteld uiterlijk 31 december 2006. »

Art. 7. In artikel 9, § 1, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 3, vervangen door de woorden "in de artikelen 3 en 3bis".

Art. 8. In artikel 11, eerste streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden "in 2005" ingevoegd tussen de woorden "in de sector ruwe tabak," en de woorden "overeenkomstig Verordening".

Art. 9. Artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in lid 1 worden de woorden "door het bestuur" worden vervangen door de woorden "door de Minister";

2° lid 2 wordt aangevuld met volgende bepaling :

« Voor de aanvragen betreffende het kalenderjaar 2006 is de uiterste datum vastgesteld op 31 maart 2006. »;

3° lid 4 wordt aangevuld met volgende bepaling :

« Voor het kalenderjaar 2006 bedraagt deze verlaging 4 % per werkdag enkel wat betreft de bedragen die dat jaar moeten worden gestort als bedrijfstoelageregeling die aan de aanvrager te verlenen is. »

Art. 10. In artikel 16, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "tijdens het kalenderjaar 2005" vervangen door de woorden "tijdens het eerste jaar waarin de bedrijfstoelageregeling ingang vindt voor de overwogen steunregeling".

Art. 11. In artikel 24, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "tijdens het kalenderjaar 2005" vervangen door de woorden "tijdens het eerste jaar waarin de bedrijfstoelageregeling ingang vindt voor de overwogen steunregeling".

Art. 12. Artikel 25, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in het derde streepje worden de woorden "in 3" ingevoegd tussen de woorden "in de sector ruwe tabak," en de woorden "voorzien bij Verordening";

2° in het vierde streepje worden de woorden "op 31 maart van de overwogen jaren" ingevoegd tussen de woorden "op basis van de individuele referentiehoeveelheid die ze in bezit hebben" en de woorden "en die in aanmerking komt voor het voordeel van de premie".

Art. 13. In artikel 27, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "die rechtstreekse betalingen aanvraagt" vervangen door de woorden "die een steunaanvraag of steunaanvragen indient".

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006, met uitzondering van artikel 3, 2, van artikel 5, 1°, tweede streepje, van artikel 5, 2°, tweede streepje, en van artikel 10, 1°, ° en 5, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2005.

Art. 15. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 oktober 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4870

[2007/203604]

6 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 et le décret du 22 mars 2007, notamment les articles 2, 4, 1°, 6, 10 à 16, 18, 25 à 27, 63, § 2, 1°, et 64;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, notamment l'article 48;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les services et fonctionnaires visés dans les articles ci-après sont ceux du Ministère de la Région wallonne, à moins qu'il ne soit précisé qu'il s'agit :

— de services appartenant à la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant création d'une cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne;

— de l'Office wallon des déchets, visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. »